

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4511 - Lundi 27 Novembre 2023 - Prix : 200 Fc

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Université des Comores a fêté ses 20 ans



Célébration 20 ans de l'université
Allocution du Président Azali.

Créée en 2003, sur initiative du Président Azali Assoumani, l'Université des Comores (UDC) célèbre ses vingt années d'existence. Sa mise en place a été une initiative majeure à la fois pour la nation comorienne et pour les changements décisifs qui se sont opérés dans le système éducatif comorien.

Avant l'avènement de l'UDC, les établissements d'enseignement supérieur ont été représentés par l'École Nationale d'Enseignement Supérieur (ENES) de Mvouni, l'ISFR, l'ENAC et l'École de santé. Ces établissements ont été les premières institutions post-bac ouvertes sur le territoire national juste après l'accession du pays à l'indépendance. En dépit du rôle central qu'elles ont joué, ces institutions ont été confrontées à de nombreux problèmes de capacités, de fonctionnement et d'insertion professionnelle

de ses diplômés.

La mise en place de l'UDC s'est appuyée sur les établissements supérieurs existants en faisant une refonte totale des programmes d'enseignement. L'instauration, dès 2005, du Système LMD (Licence, Master, Doctorat) a permis d'initier plusieurs formations (Licence et masters) en lettres, sciences humaines, sciences islamiques, sciences sociales (droit, AES, sciences économiques et de gestion, sciences de la vie, sciences de la terre et de l'environnement, mathématiques, statistiques, physique-chimie, santé, etc. L'UDC a su nouer des partenariats avec de nombreuses universités dans le monde. Elle a gagné en reconnaissance et en crédibilité. Elle a su traverser ces vingt dernières années en évitant les écueils et les multiples obstacles pour devenir une institution respectable et respectée.

LIRE SUITE PAGE 3

13 Djamadul Awal 1445
Prières aux heures officielles
Du 26 au 30 Novembre 2023

Lever du soleil:

05h 31mn

Coucher du soleil:

18h 14mn

Fadjr : **04h 19mn**

Dhouhr : **11h 58mn**

Ansr : **15h 32mn**

Maghrib : **18h 20mn**

Incha : **19h 34mn**



MÉDIAS :

Le CNPA à l'œuvre contre la désinformation et le Fact-checking

Vérifier une information avant de la publier est le maître mot de tout journaliste. A l'approche de la période électorale, le Conseil National de la Presse et de l'Audiotvisuel (CNPA) est à pied d'œuvre pour former les journalistes sur les bonnes pratiques à adopter.

Le Conseil national de la presse et de l'audiovisuel (CNPA) a organisé, jeudi 23 novembre 2023, et avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) un atelier d'échanges sur la lutte contre la désinformation et le fact-checking. Une aubaine pour les journalistes et membres de la société civile présents d'enrichir leurs connaissances à l'approche de la période électorale. Les moniteurs y ont saisi l'occasion pour expliquer et développer les conditions et manières de couvrir

le déroulement d'un processus électoral, la vérification et la publication de l'information. « Cet atelier d'échanges nous a permis d'évoquer avec les journalistes et les membres de la société civile comment lutter contre la désinformation mais aussi parler de la circulation de l'information en cette période électorale pour éviter les troubles et la déstabilisation pouvant être causées par les fausses informations », nous explique Mariata Moussa, conseillère du CNPA.

Pour leur part, les bénéficiaires de l'atelier se disent satisfaits. C'est le cas d'Ahmed Ibrahim, blogueur de la Chaîne Libre des Comores, qui affirme avoir tiré profit pendant cette journée d'échanges. « Vu le contexte électoral du pays, cette formation doit permettre à chacun de prendre ses responsabilités, que ça soit les politiciens, la société civile ou nous qui travaillons dans les dif-

férents organes d'information. Ces échanges permettent d'éclairer le comportement à opter en cette période. Ils nous ont aussi permis de comprendre certaines choses et de corriger d'autres notamment la vérification de l'information », explique-t-il.

Ahmed Ibrahim affirme que cette formation doit et va bénéficier plus aux médias sociaux du fait qu'ils ont plus d'audience grâce au live. « Il faut savoir distinguer un journaliste du média social des influenceurs. Notre tâche est pareille à celui des journalistes des médias classiques. Maintenant, nous devons et cela grâce à cette formation, prendre le temps, vérifier notre information, diversifier nos sources et faire nos vidéos live », dit-il.

Lors de cette journée d'échanges, les organisateurs ont mis l'accent sur les médias sociaux souvent critiqués par le fait des « buzz ». En



tout, ce sont une soixantaine de participants qui ont pris part à cette journée d'échanges. Cette même thématique sera abordée dans les autres îles et d'autres formations

suiront en vue de mettre les professionnels des médias et la société civile dans les meilleures conditions de travail.

A.O.

MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES :

Vers une harmonisation des services des impôts et des douanes

La 5e réunion du comité de pilotage du projet PAGF s'est tenue samedi dernier à Moroni. C'était l'occasion pour le ministre des finances d'annoncer la mise place d'un mécanisme d'appui à la mobilisation des ressources à travers les services de douane et des impôts.

La 5e réunion du comité de pilotage du projet d'appui à la gouvernance financière (PAGF) s'est tenue samedi dernier pour évaluer la capacité des ressources financières destinées au finance-

ment des projets de développement. Devant la presse, le ministre des finances Mze Abdou Mohamed Chanfiou a regretté a montré que la capacité actuelle des ressources financières est de 37%. Un taux moyennement faible selon lui. « C'est la raison pour laquelle nous voudrions améliorer les axes de mobilisation surtout de créer d'autres axes dans le sens de soutenir les services de douanes, des impôts et du trésor dans but d'améliorer la mobilisation des ressources », dit-il.

Interrogé sur la volonté de soutenir beaucoup plus les services de

douanes et des impôts, l'argentier de l'Etat avance que la plupart de nos opérateurs économiques passent par la douane pour effectuer leurs transactions commerciales respectives. « Est-ce que ces opérateurs sont également identifiés au niveau des impôts ? Les travaux que nous avons réalisés pendant trois mois ont démontré que 60% ne sont pas identifiés au niveau de l'administration fiscale. Donc il est temps d'interfacier les données des douanes et des impôts pour que chacun soit identifié et puisse contribuer comme il se doit comme le prévoit la loi de

finance au prélèvement fiscal et au financement du développement », souligne-t-il.

Dans ce même élan, le ministre des finances s'est réjoui de la mise en place du projet d'appui à la gouvernance au service du système d'information. « Dès le début de l'année prochaine, nous allons mettre le projet d'appui à gouvernance au service de l'information. Comme vous le savez, le président de la République a signé dernièrement un décret qui améliore l'organisation du ministère. Bien évidemment des nouvelles directions seront créées plus particu-

lièrement la direction du système d'information ayant pour but de déployer l'ensemble des actions en termes d'information pour que nos ressources intérieures soient améliorées et participent au financement du développement du pays », annonce-t-il. Le ministre a fait comprendre que la mise en place de ces projets aidera le ministère à améliorer ses capacités de mobilisation des ressources et d'optimiser leur gestion.

Kamal Gamal

POLITIQUE

Nour El-Fath en tournée politique à Anjouan

Le numéro 2 de la CRC a effectué une tournée à Ongoni et Koni. Dans ses deux localités, Nour El Fath Azali promet que des réponses seront apportées aux multiples questions et inquiétudes de la jeunesse.

Vendredi dernier, le secrétaire général adjoint de la Convention pour le renouveau des Comores (CRC) et conseiller privé du président de la République, Nour El-Fath Azali a sillonné la région de Koni et Bambao Mtsanga (Ongoni) à Anjouan pour parler des projets structurants pour la jeunesse. Une tournée politique qui serait organisée, selon les intervenants des deux villages Koni et Ongoni par la jeunesse elle-même. « Aujourd'hui, le cap a changé, on évolue vers des projets structurants pour un développement responsable et durable », a-t-il déclaré dans son intervention à Ongoni.

A Ongoni Marahani dans l'a-

près-midi du vendredi 24 novembre, une cérémonie a été organisée entre le secrétaire général adjoint de la CRC et la jeunesse de cette localité. A en croire ces jeunes, le fils du chef de l'Etat serait venu leur parler d'avenir. « Sans orgueil il s'est montré plutôt coopératif et a prouvé son sens de l'écoute », a avancé un jeune

issu de cette localité, Fahd Ali.

Comme à Ongoni, les jeunes de la région de Koni, ont exprimé leur reconnaissance à travers le conseiller privé du chef de l'Etat. « Ce fils du président est un chevronné du développement », lance un autre jeune de cette localité. A Ongoni, on a rappelé à Fathou le

slogan « un jeune = un emploi » et lui demandent d'écarter tous discours démagogique. « Le mensonge est une maladie contagieuse d'une génération à une autre. Tu es un homme d'action, un jeune de terrain, de conviction » rappelle un jeune qui appelle Fathou vers une politique d'accélération de création

d'entreprises pour absorber les nombreux jeunes au chômage, instruits et déscolarisés.

« On s'engage à vous apporter des réponses utiles et durables. Reconnaissons ce qui est fait déjà et Allah nous augmentera. Nous savons tous que le pays a traversé des houles entre Kenneth, Covid-19 et crise mondiale », a souligné Nour El Fath, tout en insistant sur les efforts fournis par le gouvernement à travers plusieurs programmes mis en place dont le PIDC, Filets sociaux et autres. Il appelle à la cohésion sociale et promet que « des réponses seront apportées aux multiples inquiétudes de cette jeunesse. Je remercie toute l'assistance ici présente ». Il a été rappelé que le conseiller privé chargé des affaires économiques a déjà apporté son appui à des associations sportives et culturelles de ces trois mairies, ainsi que la commune de la région de la Cuvette.

Nabil Jaffar



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Université des Comores a fêté ses 20 ans

Suite de la page 1

L'UDC offre aujourd'hui un éventail de formations organisées autour de 9 composantes, situées dans 5 sites ou campus, réparties sur Ngazidja, Ndzouani et Mwali. Elle a eu, au cours de ces dernières années, à mettre en place des formations en Master. La mise en place d'une école doctorale pluridisciplinaire est envisagée pour la prochaine rentrée. Il s'agit d'initier la formation des doctorants, de contribuer ainsi à la promotion de la recherche et de développer son rayonnement à l'international.

Elle fait cependant face à des défis majeurs parmi lesquels le décalage croissant entre ses capacités d'accueil et les effectifs étudiants et aussi une offre de formation dominée par un faible nombre de filières professionnelles et des

filiales générales dont l'efficacité est moindre en termes d'employabilité des diplômés et également sans une adéquation réelle avec les besoins de développement du pays.

L'UDC est confronté à des problèmes de capacités liés à une recherche encore balbutiante malgré l'augmentation progressive des titulaires de doctorats, une faible articulation de ses composantes avec le monde économique et des ressources financières limitées pour assurer son autonomie budgétaire et administrative ainsi que ses missions et son bon fonctionnement. Le chemin parcouru par l'UDC a été certes ardu et parsemé de nombreuses difficultés mais les acquis obtenus permettent d'envisager son développement.

A l'issue de la journée de réflexions et de célébration organisée au Palais du Peuple, jeudi der-

nier, les participants ont salué avec force l'initiative de créer l'Université et se sont félicités des acquis posés, malgré certaines insuffisances. Les participants souhaitent voir évoluer le Ministère de l'Education Nationale pour mieux renforcer la politique du gouvernement sur l'enseignement supérieur en relation avec le développement fulgurant de l'Université des Comores. Ils ont souligné que le deuxième levier est de poursuivre les initiatives en cours qui sont prometteuses et salués comme telles. Ils demandent toutefois de mobiliser les moyens pour la promotion et l'enseignement de la langue comorienne dans le système éducatif comorien en général et à l'université en particulier. Les mutations en cours sont symbolisées par le passage de l'Ecole de Médecine et de Santé Publique (EMSP) en Faculté de Médecine

ceci grâce à l'ouverture prochaine du Centre Hospitalier Universitaire de El-Maarouf, ainsi que la mise en place d'une Ecole Doctorale Multidisciplinaire et la numérisation de l'UDC.

Concernant le financement de l'UDC, des pistes ont été identifiées notamment la création et acquisition d'une expertise de haut niveau pour pouvoir drainer fonds dédiés aux consultations et ou à l'expertise dans le cadre des projets et des initiatives de l'Etat, la gestion de l'Université avec une approche d'entreprise pour mieux participer en interne aux financements de l'Université et le tout est de parvenir à un budget équilibré de l'Université et assuré un financement croisé entre l'Etat Comorien, l'Université et ses partenaires.

Quant aux partenariats, l'accent a été mis sur les conventions avec

les autres universités pour favoriser les mobilités et diversifier les offres de formations, les co-diplomations, les délocalisations de formations les thématiques de recherche régionales et le développement de la Coopération sud-sud avec des institutions qui ont des conditions d'accueil abordables. Les enjeux et les défis pour les prochaines années sont multiples et variés. Elle doit écrire une nouvelle page en étant guidé par l'ambition de son rapprochement avec le monde économique mais aussi intellectuel, la quête perpétuelle de renforcement des capacités de son personnel, le souci permanent d'œuvrer pour une offre universitaire de qualité et pour le renforcement d'une recherche orientée vers le développement du pays.

Mmagaza

JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE :

L'Ong Hifadwu appelle au changement de mentalité

Hifadwi en collaboration avec d'autres Ong de lutte contre les violences basées sur le genre ont battu le pavé à Moroni samedi dernier. L'association fait état de 6 cas d'agressions sexuelles et physiques durant ces 6 derniers mois et exige sans délais le retour en prison de ces criminels.

La violence à l'égard des femmes et aux enfants est un phénomène en recrudescence et qui ne connaît ni frontière géographique, ni limite d'âge, ni race, et concerne tout type de relation familiale et tout type de milieu social. Aux Comores, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, l'Ong Hifadwu a organisé une marche pacifique ce samedi 25 novembre pour sensibiliser encore sur ce fléau. Cet événement a vu la présence de plusieurs associations et structures qui militent pour la même cause à l'instar de Petit z'anges, Mwana tsi wa mdzima, l'Ong Cap, Service d'écoute, etc. Pour ces militants, l'évènement a pour but de dénoncer les actes barbares contraires à la foi musulmane dont les femmes et les enfants sont victimes.

Dans la foulée, une des responsables de l'Ong Hifadwu Sitti Attoumane a précisé que cette journée est une opportunité de rappeler à la population que tous les hommes naissent égaux en droit et en dignité. « Ces six derniers mois, nous avons enregistré 6 cas d'agressions physiques et sexuelles très graves, d'inceste à l'exemple d'un père qui a violé sa fille de 11 ans, d'un garçon drogué et violé par 4 personnes. Notre rôle est d'accompagner notre gouvernement et les partenaires



Marche pacifique contre les violence.

pour éradiquer ce fléau. Ainsi nous nous efforçons malgré nos maigres moyens de prévenir et de sensibiliser la population pour une prise de conscience collective contre ces atrocités néfastes pour les familles et les victimes », souligne-t-elle.

Elle a lancé un vibrant appel au chef de l'Etat pour que les coupables corrompus et corrupteurs soient punis sévèrement. « Nous exigeons sans délais le retour en prison de ces criminels. Nous lançons un cri de désespoir car nous ne savons plus vers

quel saint nous vouer », lance-t-elle.

Sous une thématique clé « il ne suffit pas de dénoncer, il faut aussi changer les mentalités » l'évènement a pris toute sa dimension sociale. « Nous avons compris que les causes de ce fléau sont com-

plexes et nombreuses notamment le chômage des jeunes, la vulnérabilité des femmes, la drogue, l'insuffisance des moyens médicaux et juridiques. Il faut aussi que le gouvernement œuvre pour un durcissement de la législation contre la corruption et la violence faite aux femmes. Il faut lutter contre cette injustice et appliquer scrupuleusement les textes et les lois en vigueur en la matière. Il est temps que nous changions les mentalités pour mieux accompagner les victimes et lutter efficacement contre ce fléau », ajoute-t-elle. Notons que pour ces 16 jours d'activisme, des activités sont faites et des recommandations formulées. Lors cette manifestation, l'Ong cap a suggéré l'idée de créer une coordination pour une cause commune, celle de lutter contre les violences.

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ

La mutuelle de santé des journalistes sera bientôt opérationnelle

Le bureau du Syndicat National des Journalistes des Comores (Snjc) a organisé samedi 18 novembre dernier, un grand concert (twarab) pour mettre en place une couverture médicale mutualiste les journalistes.

Le Syndicat National des Journalistes Comoriens (SNJC) a organisé un Twarab pour la mise en place d'une mutuelle de santé des journalistes. Le public a répondu présent et les organisateurs n'étaient pas déçus. De la

voix envoûtante de Faiza Soulé Youssouf, présidente du SNJC, à Chebli Msaidie en passant par Mi Sambeko, le public a passé un moment inoubliable. « Le Syndicat a atteint son objectif : celui de créer une mutuelle de santé pour les professionnels de la presse. Il en est très heureux. D'ici janvier prochain, elle sera active. L'autre était de faire du Twarab, du live, faire vivre notre culture, revivre nos classiques, être en symbiose avec le public. Et selon les commentaires qui ont suivi, ce pari a également été tenu, déclare la

présidente du SNJC, Faiza Soule Youssouf. Je tiens à remercier tous les musiciens. Grâce à eux tous, nous avons vécu un grand moment de twarab. Et aussi les amis de la presse qui ont pris part, qui ont dansé et chanté avec nous ».

Elle a montré par la suite que maintenant la santé coûte chère et elle ne peut pas reposer sur les seules épaules du syndicat. « Toutefois nous avons gagné une année de répit pour nos journalistes dont quelques-uns souffrent de maladies chroniques. Nous espérons que cette

mutuelle leur sera utile », avance-t-elle. La présidente a réitéré ses remerciements au public, à la diaspora, aux opérateurs économiques, aux sponsors avec une mention spéciale au patron d'AGK, qui est le premier à avoir contribué, Comores Télécom, Media plus, EGT, et tous les autres, sans oublier aussi les médias et les journalistes pour leur implication et le comité d'organisation.

Nassuf Ben Amad

DÉVELOPPEMENT DURABLE :

La commune de Hambou Tsinimoipanga se dote d'un plan quinquennal

Pour faire un diagnostic local à partir des objectifs de développement durable de la commune de Hambou Tsinimoipanga, un atelier de cadrage et priorisation des cibles des ODDs a été organisé par l'Institut de la francophonie pour le développement durable (IFDD) et l'Ong Mayendeleyo Swawabu. Cet atelier vise à fixer les priorités de cette commune pour les cinq prochaines années en fonction de sa réalité économique, culturelle et sociale.

L'Institut de la francophonie pour le développement durable (IFDD) en partenariat avec l'ONG Mayendeleyo Swawabu ont animé mercredi 22 novembre un atelier de priorisation

des cibles ODDs dans le cadre de l'appui au développement durable pour la commune de Hambou Tsinimoipanga. L'événement qui a vu la présence du commissaire général au plan Fouad Goulam et des cadres de la région vise à faire un diagnostic et à confectionner les priorités de la commune pour les cinq prochaines années en fonction de la réalité économique, culturelle et sociale.

À Mitsoudje, le spécialiste en programme et planification stratégique du développement durable Marcel Kodjo Klassou précise que l'adoption du programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 et de ses 17 ODD pose des défis de mise en œuvre, étant axé sur cinq dimen-

sions qui doivent être prises en compte de façon équivalente à savoir la protection de la planète, la prospérité économique, etc. À ces dimensions s'ajoutent la nécessité de respecter la diversité culturelle et la valorisation des savoirs traditionnels et des patrimoines immatériels, qui constituent des thématiques importantes pour la Francophonie. « À ce jour, il n'y a malheureusement que 15% des cibles qui seront atteintes d'ici 2030 ce qui est insuffisant eu égard aux défis auxquels font face les populations notamment l'accès à l'eau et à l'énergie, l'emploi des jeunes, la sécurité alimentaire, l'autonomisation financière et l'éducation, l'adaptation aux effets du changement climatique, etc. Il se pose ainsi l'urgence de faire des choix straté-

giques sur la base d'une démarche de priorisation réfléchie et incluant toutes les couches sociales. Les stratégies à mettre en place doivent être positionnées à un niveau approprié qui puisse garantir l'inclusivité des plus vulnérables et lutter efficacement contre les inégalités. D'où l'idée d'organiser cet atelier», a-t-il renchéri.

Mohamed Ali Mbamba, secrétaire général de la commune de Hambou Tsinimoipanga précise que cet atelier apportera des opportunités sur le plan socioéconomique de notre commune. « Les experts vont nous aider à ressortir ces priorités afin de mettre tout en œuvre pour élaborer un plan pour notre développement local », a-t-il souligné.

Dans son intervention l'expert

international Kouraiche Saïd Hassani a expliqué qu'il s'agit bien d'un atelier de cadrage et de priorisation des cibles des ODDs. Il consistera à élaborer un diagnostic territorial pour la commune de Hambou à partir des 17 ODD. « Nous l'avons fait dans d'autres communes. Aujourd'hui nous avons réuni les résidents de cette région pour ressortir les priorités. Au niveau de la localité, on va passer à travers ces cibles des ODDs pour voir quelles sont les priorités pour cette commune, compte tenu de la réalité économique et sociale et voir quelles ont les actions à mettre en place pour l'atteinte des cibles », précise-t-il.

Andjouza Abouheir

Une réunion de concertation sur les dispositions à prendre pour la bonne marche des travaux d'enrobage devant commencer ce mardi 28 novembre s'est tenue au siège de la société SGC à Wanani Mohéli. Il est convenu que la route sera fermée de 6h à 19h pendant une période de deux mois et demi. Une situation qui va impacter le quotidien de la population riveraine.

Le maire de Djando, celui de Mledjélé, la gendarmerie et la police nationale, la direction régionale des travaux publics, les responsables des travaux publics et ceux de la société SGC se sont réunis le jeudi 23 novembre au siège de l'entreprise à Wanani pour discuter des dispositions à apprendre pour la bonne marche des travaux d'enrobage de la route Wanani- Nioumachoi. Des travaux qui vont débuter dès le mardi 28 novembre de 6h à 19h pour une période de deux mois et demi avec une fréquence d'enrobage de 300 à 500 mètres par jour. Selon les

RÉHABILITATION DE LA ROUTE WANANI-NIOUMACHOI

Les travaux d'enrobage débuteront ce mardi

responsables de l'entreprise SGC, les travaux débuteront en première partie du rond point de Wanani vers Sambia, soit 4km. Puis de Nioumachoi vers Sambia, soit 15km. Durant toute cette période, la route sera fermée pour la sécurité des citoyens mais aussi afin de ne pas gêner les activités d'enrobage.

« Il est évident qu'on ne peut pas mettre de l'enrobé sur les 4 kilomètres reliant Wanani à Sambia en une seule journée. On va fermer juste la partie où nous serons en chantier et le lendemain la libérer. On espère progresser petit à petit à ce rythme là » précise un responsable de l'entreprise CGC. Selon eux, la machine d'enrobage est très complexe. Difficile de la démonter à chaque fin de travail pour la remonter le lendemain pour la continuité de leurs tâches. « Pour aller plus vite afin de respecter la date



Préparation des travaux d'enrobage de la route de Wanani.

fixée nous avons jugé nécessaire d'utiliser le gros engin pour l'enrobage. Ainsi on ne va pas découper la largeur de la route pour mettre l'enrobé dans la partie droite puis à gauche ou vice-versa ». La machine en question mesure 6 mètre de largeur alors que la largeur de la route est de 5,5 mèt-

res. Tenant compte de cette situation, les habitants de la région de Mledjélé seront obligés de passer par Miringoni pour rallier la capitale.

La gendarmerie ainsi que la police nationale seront donc appelées à faire respecter cette décision pour l'intérêt de tous. En cas des fortes

pluies, l'entreprise sera obligée de travailler même le weekend afin de respecter la date prévue pour la réception de cette route financée par la République populaire de Chine.

Riwad

SANTÉ PUBLIQUE :

Une équipe médicale réussit l'ablation d'un rein cancéreux à Anjouan

Après la fécondation in vitro, l'hôpital Bambao Mtsanga à Anjouan commence à faire parler de lui. La semaine, le Dr Abdel Abel Anziz Kamal, chirurgien urologue-andrologue avec l'appui de six paramédicaux ont pu enlever un rein atteint d'une tumeur. La

patient, âgée de 30 ans est en bonne santé.

53 minutes. C'est le temps qu'il a fallu au spécialiste pour enlever le rein atteint d'une tumeur. L'intervention, néphrectomie élargie, a eu lieu le

lundi 21 novembre 2023. Elle a mobilisé une équipe de 7 personnes dont trois actives : Un chirurgien urologue, un anesthésiste et une infirmière. Tous des locaux. Une première sur l'île, réalisée à l'hôpital de Bamabo Mtsanga à Anjouan. Les responsables de l'hôpital dont le Dr Anliane Ahmed ne cessent de saluer le talent de ce médecin et le bon service attaché de l'éthique.

« La médecine ne suffit pas à la pratique, les autorités doivent investir en plus sur l'équipement médical. Dr Anziz a rendu toute la famille contente et le pays en général », avait-il souligné. Et d'ajouter que « ce jeune spécialiste en urologie et andrologie a démontré le pouvoir de réaliser des opérations qui coûtent très chers aux familles comoriennes et qui les poussaient à voyager pour de tels soins ».

La réussite de cette opération devient le deuxième exploit médical dans le pays après le succès de trois

grossesses par Fécondation In Vitro (FIV) chez Dr Kader Saïd Ali. A Bambao Mtsanga, le spécialiste a indiqué que l'opération a réussi grâce à la volonté divine. « Cette intervention s'est bien passée Dieu merci. La patiente se porte très bien. Il était question en effet d'aller enlever tout le rein droit. Parce que vu le stade de la tumeur, c'était la seule indication », précise Dr Abdel Abel Anziz Kamal, chirurgien urologue, andrologue, cité par le blogueur-journaliste, Dhoulkarnaine Youssouf.

La patiente, 31 ans, est un cas particulier, ce genre de tumeur étant le plus souvent diagnostiqué chez les personnes âgées au-delà de 45 à 50 ans. « Sans cette intervention la jeune femme risquait une métastase, invasion de la tumeur sur les autres organes. Ce qui aurait altéré son état de santé général et sa vie », poursuit-il. Et d'enchaîner : « Elle avait commencé à faire des infections uri-

naires. Au cours d'une échographie, on est tombé sur une masse. Et un collègue m'a référé la patiente. J'ai moi-même refait l'échographie et suis tombé sur cette tumeur. Mais comme il est difficile de la caractériser seulement par échographie, nous avons contacté les collègues à Moroni pour un scanner. Ils ont réalisé un tomodensimétrie à partir de là, nous avons enclenché la procédure ».

Pour rappel, Dr Abdel Abel Anziz Kamal est l'unique chirurgien urologue-andrologue en exercice aux Comores. Agé de 32 ans, il est un produit de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal. Ce jeune spécialiste anjouanais pratique en plus de la néphrectomie, d'autres interventions comme opérer la prostate par laser, fragmenter des calculs et tant d'autres.

Nabil Jaffar



Intervention chirurgicale réussie à Anjouan.

FOOTBALL AFRICAÏN

Le football féminin africain en évolution constant

C'est du moins l'avis de la vice-présidente de la Confédération Africaine de Football (CAF), Kanizat Ibrahim. Des propos qu'elle a tenus en marge de la finale de la ligue des champions féminine de football à Korhogo. La patronne du football féminin africain, qui a dirigé le football comorien pendant presque deux ans, sait quelque chose pour avoir été à l'origine de la mise en place d'un championnat aux Comores.

« Le paysage a beaucoup changé. Aujourd'hui, on réalise que des pays se donnent de plus en plus d'opportunités pour avoir une Ligue féminine nationale », peut-on lire dans une interview de la vice-présidente de la CAF accordée à notre confrère Dou Nicaise du quotidien l'Avenir. La vice-présidente de la CAF se réjouit d'autant plus que depuis trois ans, le paysage du football féminin en Afrique a beaucoup évolué, notamment en ce qui concerne les compétitions de clubs.

Depuis trois ans et le lancement de la ligue des champions africains du football féminin dont les deux premières éditions se sont disputées au Maroc, le football féminin africain ne cesse de prendre de l'ampleur et surtout beaucoup de visibilité. Pour cette année 2023, la CAF



a choisi la Côte-d'Ivoire pour l'organisation de la compétition la plus lucrative du football féminin africain. « Il faut savoir que la Côte-d'Ivoire, ces dernières années, a beaucoup investi dans les infrastructures sportives et cela est très important pour nous », s'est exprimé Kanizat Ibrahim pour expliquer le choix de la CAF pour la Côte-d'Ivoire pour abriter cette troisième édition qu'elle a elle-même nommé

celle de la confirmation.

Pour sentir l'importance grandissante du football féminin africain et la détermination du président de la CAF, Dr Patrice Motsepe de faire du football un vecteur de développement et d'insertion, il suffit de voir les moyens que la CAF consent pour faire vivre cette compétition. « Il faut savoir que la dotation a été estimée à 1,5 millions de dollars sachant que le vainqueur va partir

avec 400 000USD (200 000 000 FCFA) », a renchéri la vice-présidente dans son interview. Pour elle, l'avenir du football féminin africain est plus que radieux. « L'avenir du football féminin africain est très brillant. En tenant compte de ce que nous avons vu tout au long du tournoi, nous sommes sur la bonne voie », a conclu Kanizat Ibrahim.

Imtiyaz

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Programme « Pacte Vert et Bleu - Comores Ulanga ne Maesha » (l'Environnement pour la vie) – PVB-CUM, est financé au titre de l'Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale (IVDCI – Global Europe).

Pour sa mise en œuvre, le Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat – Maître d'œuvre/Pouvoir adjudicataire, recrute :

- Un(e) Directeur (trice) National (e) et Régisseur(e),
- Un(e) Responsable Administratif et Financier et Comptable,

L'objectif général (impact) de ce programme est de renforcer la résilience environnementale et alimentaire des îles Comores.

Les objectifs spécifiques (résultats) du programme sont :

- Objectif Spécifique 1. La conservation et gestion durable et inclusive des écosystèmes insulaires sont renforcées dans les territoires d'intervention, en tenant compte des besoins socio-écono-

miques des communautés locales.

- Objectif Spécifique 2. Des systèmes alimentaires nationaux davantage basés sur des modes de production bleus et verts, de commercialisation et de consommation plus durables, diversifiés, sains et résilients au changement climatique sont atteints.

- Objectif spécifique S3. Les dynamiques de gouvernance institutionnelle territoriale inclusives intégrant les enjeux environnementaux sont renforcés.

Il s'agit d'emplois à plein temps, non cumulables avec une autre activité professionnelle, politique ou syndicale, basé à Moroni – Grande Comore, avec des fréquents déplacements à Anjouan et Mohéli.

Les termes de référence des postes décrivant missions, profils, conditions et procédures sont téléchargeables sur le site suivant : comores-europe.org/ao.

Le dossier de candidature doit être composé de :

- Une lettre de motivation précisant la date de disponibilité à préciser (1 page maximum)

- Un CV détaillé avec photo récente
- Photocopies des diplômes et attestations démontrant les aptitudes/qualifications principales
- 3 personnes de références (nom/prénom, position, numéro de téléphone et adresse e-mail)

Les candidatures, rédigées en français, doivent être envoyés (au choix) :

- Par Courriel à l'adresse électronique suivante : ministeragricomores@yahoo.fr
- Ou Courier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat
Ex-CEFADER, BP 41 Moroni - Union des Comores en indiquant sur et/ou en objet : candidature au poste de Directeur/Directrice Nationale PVB ou RAF PVB

Date limite : 26 décembre à 12h00.

La date indicative de prise de fonction est début février 2024.

Les dossiers incomplets ou reçus hors délai ne seront pas pris en compte.

LA MÉTAMORPHOSE MUSICALE DE MOMOBOSS :

« Hunirimiya » et l'élargissement de ses horizons

Momoboss, longtemps apparu dans les autres projets de Twamaya House, a sorti son projet solo le vendredi dernier. Connue comme étant un rappeur, l'artiste se révèle dans un autre univers de chant et d'amour, un concept qui s'accorde parfaitement avec sa personnalité et sa voix, comme l'ont souligné les remarques élogieuses des grands noms présents lors de la séance de pré-écoute.

Devant un public conquis, Momoboss a présenté son nouveau projet quelques heures avant sa sortie, le vendredi dernier à minuit. La séance de pré-écoute qui a eu lieu au Sélect, en présence de noms tels que Salim Ali Amir, Abdallah Chihabi et Cheikh Mc, a été un moment de convivialité et de partage.

"Hunirimiya (tu m'as utilisé)" est un Extended Play (EP) de quatre titres abordant le thème de l'amour. Cet EP permet à l'ancien rappeur d'explorer un autre univers musical, élargissant ainsi ses horizons. « On n'imaginait pas que Momoboss

chanterait sur tout un projet, même si depuis le début on l'avait préparé à ça », a déclaré Cheikh Mc en critiquant l'œuvre de son ancien protégé. Le Cheikh s'est dit satisfait et a reconnu que la voix et le choix de l'artiste collaient avec sa personnalité. Cette appréciation a été reprise par les légendes Salim Ali Amir et Abdallah Chihabidine. Envoutés par le projet, les deux monuments ont reconnu le talent de Momoboss et ont apprécié sa voix. « Le style est en parfaite harmonie avec la voix. Nous avons découvert un nouveau Momoboss. Tu dois alors exploiter ce nouvel univers », ont-ils affirmé à tour de rôle.

De "Asihazi" à "Hodi" en featuring avec Walid, en passant par "Hunirimiya" et "Tsilatse Mbere", le membre de Twamaya House tente plus que jamais de reconquérir ses fans d'antan, et pourquoi pas d'en conquérir de nouveaux. Confiant dans son choix musical, l'artiste affirme avoir toujours abordé ce thème. « J'ai toujours écrit sur l'amour, Cheikh m'appelait Dr Love (rire). Ce revirement est un choix



artistique qui me permet d'identifier ma voix. Si cela plaît, alors on va continuer », a fait savoir cet ancien du groupe Impoz Ton Style, laissant

entendre qu'en plus de cet EP, un album est en préparation.

A.O.

Numéros utiles

Police	Moroni: 764 46 64 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00
Gendarmerie	Moroni: 764 49 92 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00
Immigration	Ngazidja: 773 42 86 Anjouan: 771 01 73 Mohéli: 772 01 37
Aéroport	Hahaya: 773 15 95 Ouani: 771 07 31 Mohéli: 772 03 71
Port maritime	Moroni: 773 00 08 Mohéli: 772 02 57 Anjouan: 771 01 43
Hopitaux	Moroni: 773 25 04 Fomboni: 772 03 73 Mutsamudu: 771 00 34
Banques	BIC: 773 02 43 Eximbank: 773 94 01 Banque centrale: 773 10 02 SNPSF: 773 43 43 Meck: 773 36 40
MAMWE	Moroni: 773 48 00 Mutsamudu: 771 02 09 Fomboni: 772 05 18



THE WORLD BANK
IBRD • IDA

APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

Pays : Union des Comores

Nom du Projet : PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC).

Numéro de Prêt/Crédit/Don : IDA Grant No. E0490-KM, IDA Credit No. 71290-KM

Intitulé de la Mission : Recrutement d'un cabinet d'Ingénieur-Conseil pour la construction de centrales photovoltaïques (pv) interconnectées avec stockage, la réhabilitation de réseaux, la mise en place de centre de dispatching, et l'éclairage public.

N° de référence : KM-AEP SONELEC-385175-CS-QCBS

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque mondiale pour couvrir le coût du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

Les services de consultant (« les Services ») comprennent une assistance à l'Agence d'Exécution du Projet (AEP) pendant les phases de préparation des plans de conception et les documents d'avant-projet détaillés, de passation de marchés, de contrôle et de surveillance des travaux, d'opération et de maintenance sur les activités des quatre sous-projets suivants afin d'atteindre les objectifs du projet global à savoir « assurer la stabilité du système électrique, réduire les pannes et améliorer la qualité globale de la fourniture en électricité avec un meilleur équilibre entre l'offre et

la demande » :

Sous-projet 1: Construction avec opération et maintenance pendant trois ans des centrales d'une puissance de 9 MWh de PV réparties sur Grande Comores (6 MW), Anjouan (2 MW) et Mohéli (1 MW) et des installations de stockage autonome par batterie sur Grande Comores (15 MWh), sur Anjouan (3MWh), et sur Mohéli (1MWh);

Sous-projet 2 : Travaux de réhabilitation, de renforcement et d'automatisation des réseaux de distribution d'électricité de la SONELEC

Sous-projet 3 : Mise en œuvre d'un centre de dispatching des systèmes électriques de la SONELEC ainsi que la Formation sur leur exploitation.

Sous-projet 4 : Mise en place d'éclairage public de la ville de Moroni alimentée en énergie solaire

Le Consultant exercera les fonctions de « d'Ingénieur Conseil ou Représentant de l'Employeur (Employer's Representative) » au sens du Contrat FIDIC.

La période de mise en œuvre est de quatre ans et la date prévue de début des prestations est le 1er mars 2024.

Les Termes de Référence (TDR) pour l'étape de procédure primaire d'acquisition pour la mission sont disponibles sur le site internet suivant de la SONELEC : [Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants :](https://soneleccomores.com/L'Agence d'Exécution du Projet invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les Services. Les</p>
</div>
<div data-bbox=)

- Statut légal et fiscal du consultant
- Capacités organisationnelle et managériale
- Capacités financières (chiffres d'affaires des 4 dernières années)
- Nombre d'années d'expérience,
- Nombre d'expériences similaires réalisés avec succès,
- la satisfaction des clients
- Nombre d'ingénieurs suffisant
- Les domaines de spécialisation et d'expertise des ingénieurs,
- Outils et logiciels informatique à disposition,
- Accréditations qualité ou sécurité appréciables

Le Consultant doit faire preuve d'écoute et de capacité d'analyser des besoins en profondeur pour être en mesure de faire des propositions qui doivent correspondre à nos attentes et respecter les contraintes financières et temporelles.

La liste restreinte comprendra 8 firmes.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les

Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, Edition Septembre 2023 0 (« Règlement de Passation des Marchés»), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

Un Consultant sera sélectionné conformément aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés et qui sera expressément énoncé dans la Demande de Propositions.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau entre 09h00 à 16h00, heure locale.

Les manifestations d'intérêt doivent être fournies par écrit à l'adresse ci-dessous (en personne, par la poste, ou par courriel) **au plus tard le 14/12/2023.**

AGENCE D'EXECUTION DU PROJET
Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores
À l'attention de : Naoildine Houmadi, Coordonnateur
Route de Salimani, quartier Sahara MORONI, Comores
Tél: +269 763 1094 / 3339800
Courriel : aep.paesc@gmail.com